
INTRODUCTION

APPROCHES ÉCONOMIQUES

DES MIGRATIONS DE ET DANS LA RÉGION

MENA : EGYPTE ET TUNISIE

*Philippe ADAIR**, *Mohamed Saïb MUSELLE***
*et Alia FAKHRY****

Les débats sur la migration continuent de mobiliser les opinions publiques des pays européens et méditerranéens, dont les intérêts et les politiques migratoires ne convergent pas nécessairement.

Les crises économiques, politiques et sécuritaires que traversent de nombreux pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), mais aussi les larges diasporas installées dans le reste du monde, alimentent les projets d'émigration.

Selon les estimations des Nations Unies, les pays de destination varient : près de la moitié des émigrants originaires d'Afrique du Nord ont choisi l'Europe comme destination, contre 22% des émigrants issus du Machrek et 17% pour ceux originaires des pays du Golfe (UNDESA 2020 ; Zapata-Barrero *et al.* 2024).

Bien que la fuite des cerveaux constitue un enjeu important (Hadibi et Musette 2023), les gouvernements de la région MENA tentent de capitaliser la manne que représente l'émigration. Les envois de fonds ont été la principale source de flux de ressources extérieures pour la région MENA (61 milliards de dollars en 2023), dépassant la somme des investissements

* ERUDITE, Université Paris-Est Créteil, France. Email : adair@u-pec.fr

** IRISCO, Alger, Algérie. Email : saibmusette@gmail.com

*** Conseil allemand des Affaires Etrangères, Berlin. Email : fakhry@af.dgap.org

directs à l'étranger (IDE) et de l'aide publique au développement (APD) depuis 2010. Les transferts de fonds vers la Jordanie représentant 9,9% du PIB du pays, atteignant 27,5% du PIB et plus de 80% de l'ensemble des flux de ressources extérieures (somme des transferts de fonds, des IDE et de l'APD) au Liban (Ratha *et al.* 2023).

Selon les données de l'*Arab Barometer* (2023), le désir d'émigration augmente avec le niveau de diplôme. Il est d'autant plus fort parmi la tranche d'âge des 18-29 ans qui sont en général deux fois plus enclins au départ que les plus de 30 ans, et chez les hommes qui sont aussi plus enclins au départ que les femmes, bien que cet écart tende à se réduire.

Dans un contexte de chômage particulièrement élevé pour les jeunes (jusqu'à 40% en Jordanie), l'émigration ouvre aussi de nouvelles perspectives d'emploi, spécialement pour les plus diplômés qui souffrent d'une inadéquation entre leurs compétences et les demandes du marché du travail domestique. Plusieurs initiatives financées par les bailleurs européens tentent de redynamiser la migration du travail entre les deux rives de la Méditerranée. De nouveaux modèles de partenariats pour la migration du travail émergent visent à réduire l'impact négatif de l'émigration, telle que la fuite des cerveaux, et à combler les besoins de main d'œuvre dans les pays de destination via des solutions de migration circulaire ou via un soutien aux institutions de formation professionnelle dans les pays d'origine.

La question des données sur les migrations alimente un débat controversé dans les pays hôtes européens, comme dans les pays d'origine (Fargues *et al.* 2021). Plusieurs institutions recueillent et fournissent des données, mais celles-ci s'avèrent insuffisantes en ce qui concerne les tendances, les catégories de flux et de stocks (p. ex., réfugiés par rapport aux étudiants), les enjeux d'offre et de demande sur le marché du travail, les caractéristiques du capital humain qui s'exporte et les motivations distinctes des migrants (changement climatique par rapport à l'amélioration du bien-être).

Ce numéro est consacré aux approches économiques des migrations dans la région MENA. Il comprend quatre articles qui portent sur les cas de l'Égypte et de la Tunisie.

Vladimir HLASNY et Shireen ALAZZAWI questionnent [la] *Mobilité socio-économique des migrants de retour en Égypte*.

Les auteurs évaluent le rôle de la migration de retour dans la transmission intertemporelle et intergénérationnelle du statut socio-économique en Égypte entre 1998 et 2018 sur les données microéconomiques longitudinales. L'évaluation de la mobilité socio-économique actuelle des individus est reliée à celle des années précédentes et aux résultats de leurs pères selon leur historique de migration, de leur statut social préexistant et de leurs données démographiques. Il apparaît que le flux de migrants est fortement concentré dans une poignée de pays d'accueil, provenant principalement de zones rurales, de régions défavorisées et de travailleurs moins instruits. À leur retour, les migrants occupent un emploi dans des professions plus lucratives

que les autres travailleurs, ils sont plus mobiles que les non-migrants, et ils surpassent les non-migrants même dans les professions antérieures, ce qui indique que leurs prédispositions peuvent affecter leurs résultats plus que leurs expériences de migration elles-mêmes.

Alex M. HAMED et George K. ZESTOS évaluent *Envois de fonds, exportations et APD : leur impact sur la croissance économique en Égypte*.

Au cours des 40 dernières années, les fonds envoyés en Égypte par les migrants ont considérablement augmenté. L'Égypte est aujourd'hui l'un des principaux destinataires des envois de fonds au monde et le premier destinataire dans la région MENA. Ces envois de fonds pour le pays. Les auteurs cherchent à comprendre comment les envois de fonds qui constituent une source essentielle de devises affectent la croissance économique de l'Égypte. Ils utilisent le modèle autorégressif de retards échelonnés (ARDL) pour vérifier s'il existe une relation à long terme entre le PIB, les exportations, les envois de fonds et l'aide publique au développement (APD). Les résultats montrent que les trois facteurs – exportations, envois de fonds et APD – sont liés au PIB et l'influencent au fil du temps. Cela suggère que ces facteurs jouent un rôle crucial dans la croissance économique de l'Égypte.

Tsiry ANDRIANAMPIARIVO, Céline BONNEFOND et Fatma MABROUK s'interrogent sur *La migration : stratégie d'adaptation des jeunes tunisiens de la classe moyenne face à la crise du Covid-19*.

Les auteurs cherchent à identifier les différents mécanismes informels de protection sociale activés par la population tunisienne pour faire face au choc de la pandémie et examiner si la migration a pu constituer une stratégie d'adaptation. Ils proposent une caractérisation des différentes stratégies en fonction de la stratification sociale des individus afin de différencier socialement celles relevant de la migration. A partir des données d'enquêtes ménages *COVID-19 MENA Monitor Household Surveys* pour la Tunisie en février 2021, les techniques de classification mixte sont mises en œuvre pour identifier les différentes catégories sociales de la société tunisienne, puis les différentes stratégies adaptatives adoptées face à la crise. Parmi les huit stratégies identifiées, la migration est mobilisée autour de deux dispositifs bien différenciés et constitue une stratégie socialement marquée. Les jeunes urbains de la « classe moyenne d'indépendants et d'entrepreneurs » ont plus fréquemment bénéficié de transferts de fonds d'un proche à l'étranger, alors que les jeunes ruraux relativement éduqués de la « classe moyenne inférieure », ont plus souvent recours à la migration interne pour faire face à la crise.

Jean Maxime RAZAFITSIRY et Foued Badr GABSI mesurent *L'impact des transferts de fonds sur la croissance économique tunisienne : une analyse ARDL*.

L'article met en lumière les effets des transferts de fonds sur la croissance économique en Tunisie. Le modèle autorégressif de retards échelonnés (ARDL) est appliqué sur la période 1982-2022 afin d'examiner les relations

de court et de long terme entre les variables. Les résultats révèlent qu'à court terme, les transferts de fonds exercent une influence négative sur la croissance économique tunisienne. Toutefois, à long terme, ces envois de fonds ont des effets positifs et significatifs sur la croissance économique. Aussi, il existe une relation causale unidirectionnelle entre les transferts de fonds et la croissance économique tunisienne. Ainsi, l'apport négatif du court terme est inférieur à celui du long terme qui est positif. Une augmentation de 1% des fonds migratoires engendre une hausse du PIB par habitant de 4,43% à long terme et une réduction de 2,25% à court terme. L'article contribue à la recherche académique, en approfondissant la compréhension des mécanismes des transferts de fonds en Tunisie.

RÉFÉRENCES

- Arab Barometer* (2023). Migration in the Middle East and North Africa 2021-2022. <https://www.arabbarometer.org>.
- Fargues, P., Rango, M., Börgnas, E., & Schöfberger I. Eds (2021). *Migration en Afrique de l'Ouest et du Nord et à travers la Méditerranée*. Genève : Organisation internationale pour les migrations (OIM).
- Hadibi, Z. & Musette, M. (2023). La fuite des cerveaux renforce-t-elle ou affaiblit-elle les classes moyennes des pays du Maghreb ? *Maghreb-Machrek*, 254-255, 65-81. <https://doi.org/10.3917/machr.254.0065>
- Ratha, D., Chandra, V., Kim, E.J., Plaza, S., & Shaw, W. (2023). *Migration and Development Brief 39: Leveraging Diaspora Finances for Private Capital Mobilization*. Washington, DC: The World Bank.
- UN DESA (2020). United Nations Department of Economic and Social Affairs. Population Division.
- Zapata-Barrero, R., & Awad, I. Eds (2024). *Migrations in the Mediterranean*. IMISCOE Regional Reader. Springer.